



**Mardi 8 novembre 1955,
à 11 heures**

New-York

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Point 51 de l'ordre du jour:	
Question de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions: rapport du Secrétaire général	57

Président: M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions: rapport du Secrétaire général (A/2977, A/C.6/L.364)

DISCUSSION GENERALE

1. Le **PRESIDENT** rappelle que la question de la rectification des votes a été inscrite à l'ordre du jour de la neuvième session de l'Assemblée générale sur la demande de la délégation française (A/2700), qui a fait valoir que le règlement intérieur était incomplet à cet égard et qu'il faudrait reconnaître aux représentants des Etats Membres le droit de rectifier éventuellement leurs votes.
2. La Sixième Commission est saisie à la présente session d'un rapport présenté par le Secrétaire général en exécution de la résolution 901 (IX) de l'Assemblée générale (A/2977), rapport qui expose les solutions adoptées à ce sujet dans divers pays. Les conclusions qui figurent au chapitre IV constituent la partie essentielle de ce rapport. Elles ont uniquement pour objet de faciliter la tâche de la Commission.
3. **M. JAMIESON** (Australie) indique que le point 51 de l'ordre du jour recouvre en réalité trois questions distinctes: celle de la rectification des votes, présentée à l'origine par la délégation française, celle du vote par mécanisme électrique, et celle des moyens d'éviter les erreurs. La délégation australienne pense que les trois questions pourraient être examinées séparément et a rédigé un projet de résolution (A/C.6/L.364) qui a trait à la dernière de ces questions.
4. Le **PRESIDENT** estime qu'il convient d'examiner en même temps les diverses questions que pose la rectification des votes. Le projet de résolution que la Commission adoptera pourrait cependant traiter séparément de chacune de ces questions.
5. **M. MAURTUA** (Pérou), tout en reconnaissant que la question à l'ordre du jour soulève des problèmes de nature très différente, pense que la Commission ne doit pas s'écarter des termes de la résolution 901 (IX) de l'Assemblée générale. Elle ne doit adopter qu'un seul projet de résolution, qui pourra cependant comporter des parties distinctes.
6. **M. BRETON** (Canada) ne pense pas qu'il soit nécessaire de modifier le règlement intérieur et de prévoir expressément la rectification des votes, car il se peut

que, ce faisant, la Commission soulève plus de problèmes qu'elle n'aura cru en résoudre. Il ne fait aucun doute que les erreurs matérielles doivent être rectifiées dès qu'elles sont découvertes. L'usage permet également à un représentant de modifier son vote avant que les résultats n'aient été proclamés. Par ailleurs, lorsque le cas s'est présenté, le président a usé des pouvoirs qui lui appartiennent pour autoriser un représentant à rectifier son vote après la proclamation des résultats.

7. Si la Commission jugeait cependant nécessaire de compléter le règlement intérieur sur ce point, les représentants ne devraient être autorisés à demander une rectification qu'au moment du vote, ou, au plus tard, immédiatement après que les résultats ont été proclamés. Le président pourrait, par exemple, en proclamant les résultats, demander si des représentants entendent rectifier leur vote. Cette solution risquerait, il est vrai, de donner lieu à des abus, mais il faut que les délégations puissent rectifier les erreurs commises de bonne foi, car c'est à cette seule condition que le vote reflètera fidèlement la position prise par chacun des représentants.

8. La délégation du Canada, tout en se déclarant favorable à toute innovation qui aurait pour objet de diminuer les risques d'erreurs matérielles, pense que ce résultat peut être obtenu sans que l'Assemblée générale installe à grands frais un mécanisme électrique de votation.

9. **M. JAMIESON** (Australie) présente le projet de résolution de sa délégation (A/C.6/L.364), qui a pour objet de donner effet aux suggestions formulées aux paragraphes 101, 102 et 103 du rapport du Secrétaire général (A/2977). Le but de ce projet est de permettre de prévenir, plutôt que de rectifier, les erreurs qui peuvent se produire au cours des opérations de vote.

10. Le paragraphe 1 du dispositif prévoit l'insertion d'un même texte dans les articles 89 et 128 du règlement intérieur, qui s'appliquent l'un aux séances plénières et l'autre aux séances de commissions. A vrai dire, la rédaction des articles 89 et 128 diffère légèrement, puisque le mot "membre" est employé avec une majuscule dans le premier cas et désigne les Etats Membres, alors qu'il est employé avec une minuscule dans le deuxième cas et désigne les représentants. Si, pour cette raison, la Commission préfère adopter un texte spécial pour l'article 128, la délégation australienne acceptera toute proposition en ce sens.

11. Les paragraphes 2 et 3 du dispositif ont pour objet de consacrer la pratique suivie. Il a été nécessaire à cet égard de prévoir deux articles distincts, 93 *bis* et 132 *bis*, car les dispositions du règlement intérieur sont dans ce cas très différentes selon qu'il s'agit des séances plénières ou des séances de commissions. En effet, l'article 97 prévoit, pour les séances plénières, un second vote en cas de partage égal des voix, alors qu'aux termes de l'article 134, qui vise les séances de commissions, la proposition est considérée comme repoussée en cas de par-

tage égal des voix. La procédure que prévoit le projet de résolution, tant pour l'article 93 *bis* que pour l'article 132 *bis*, ne concerne pas les votes portant sur des élections. Il serait certes préférable que les nouveaux articles visent également ces votes, et la délégation australienne accueillerait favorablement toute proposition en ce sens, mais il semble difficile, au stade actuel, de parvenir à une solution d'ordre aussi général.

12. Les deux nouveaux articles 97 *bis* et 134 *bis*, qui font l'objet des paragraphes 4 et 5 du projet de résolution, sont identiques, mais il a fallu prévoir deux textes anglais distincts, puisqu'il s'agit dans le premier cas du *Président* de l'Assemblée générale, et, dans l'autre, du *Chairman* d'une commission. Ces deux nouveaux articles disposent que les résultats du vote sont définitifs, sauf s'il est établi qu'une erreur matérielle a été commise.

13. M. ROBINSON (Israël) pense que le texte proposé au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution de l'Australie convient en tant qu'amendement à l'article 89 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, mais ne convient pas pour l'article 128. En effet, la rédaction de ces deux articles n'est pas la même. Il faudrait soit harmoniser les articles 89 et 128 actuels, soit proposer un autre texte pour l'amendement à l'article 128.

14. Par ailleurs, le représentant d'Israël se demande pourquoi le mot "membres" est écrit avec une majuscule dans l'article 89 et avec une minuscule dans l'article 128, puisque au fond il s'agit des Etats Membres dans les deux cas.

15. En ce qui concerne les textes proposés aux paragraphes 4 et 5 du projet de résolution, l'expression "erreur matérielle" est trop vague. Il serait plus exact de dire "erreur de calcul". A l'article 27 du projet de convention sur la procédure arbitrale, la Commission du droit international a employé les mots "erreur d'écriture, typographique ou arithmétique ou toute erreur manifeste du même ordre" (A/2456, par. 57). En outre, il y aurait lieu de préciser à quel moment et par qui l'erreur pourra être signalée, et qui appréciera sa nature. Sans ces précisions, les textes proposés ne constitueront pas une amélioration, d'autant plus que, dans le passé, le nombre de difficultés constatées a été infime et que beaucoup de questions secondaires peuvent être laissées à la sagesse des présidents.

16. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) partage l'avis du représentant d'Israël. Il convient que les membres de la Commission s'interrogent tout d'abord sur la nécessité d'amender le règlement actuel. En formulant sa demande d'inscription à l'ordre du jour, la délégation française a pu avoir en vue un cas déterminé, mais l'expérience démontre que, s'il est arrivé dans le passé que certaines délégations aient souhaité rectifier un vote qu'elles avaient émis, aucune difficulté sérieuse ne s'est posée. D'autre part, M. Stavropoulos se demande jusqu'à quel point on peut être assuré que des amendements au règlement éviteront les erreurs.

17. M. JAMIESON (Australie) répond au représentant d'Israël que, à son avis, les rédacteurs du règlement intérieur ont tenu à souligner qu'il s'agissait des Etats Membres lorsqu'ils ont employé une majuscule, et de représentants considérés comme tels dans l'autre cas. Il reconnaît que le texte proposé au paragraphe 1 de son projet de résolution devra être modifié pour pouvoir être inséré dans l'article 128 du règlement intérieur, et il est prêt à envisager un amendement à cet effet.

18. Pour ce qui est des textes proposés aux paragraphes 4 et 5, on pourrait sans doute donner satisfaction au représentant d'Israël, sur les deux points qu'il a soulevés, en adoptant la rédaction suivante: "A moins que le président ne conclue qu'une erreur matérielle ou une erreur de calcul a été commise..."

19. Le représentant de l'Australie estime que les amendements qu'il propose seront utiles, car ils sanctionneront une situation existante et ils renforceront les pouvoirs des présidents.

20. Il précise à nouveau que son projet de résolution ne vise pas la question de la rectification des votes, qui est, à son avis, un problème distinct.

21. De l'avis de M. SERRANO GARCIA (Salvador), il résulte du texte du règlement intérieur et de l'excellent rapport du Secrétaire général (A/2977), qu'aucune disposition ne permet actuellement de rectifier un vote émis. Il arrive cependant qu'il se produise des erreurs, auxquelles il devrait être possible de remédier, même après la proclamation des résultats d'un vote. En effet, le vote qui est l'aboutissement d'un débat, doit être le miroir fidèle de la volonté des Etats Membres. Si un représentant se trompe en interprétant les instructions de son gouvernement, il y a vice de consentement. Le problème est particulièrement grave lorsqu'un vote vicié décide du sort d'un scrutin. Perpétuer une erreur n'est pas une solution acceptable.

22. La délégation du Salvador est favorable aux suggestions formulées par le Secrétaire général dans son rapport en vue de prévenir les erreurs. Elle pense qu'il conviendrait de faire l'expérience d'un mécanisme électrique de vote. Mais M. Serrano Garcia réserve son opinion sur le projet de résolution de l'Australie jusqu'au moment où il aura pu l'étudier dans sa version espagnole.

23. M. SPIROPOULOS (Grèce) constate que la première proposition contenue dans le projet de résolution que présente l'Australie reprend la suggestion formulée par le Secrétaire général au paragraphe 101 de son rapport (A/2977). La disposition proposée est acceptable, étant bien entendu que les noms des Membres dont les représentants n'ont pas répondu lors du premier appel ne seront appelés de nouveau qu'une seule fois, immédiatement après l'appel nominal.

24. Pour le représentant de la Grèce, le mot "membre" vise les Etats Membres aussi bien dans l'article 128 que dans l'article 89 du règlement intérieur. La présentation typographique de ce mot devrait donc être la même dans les deux cas.

25. La deuxième proposition australienne, formulée aux paragraphes 2 et 3 du projet de résolution, correspond au paragraphe 102 du rapport du Secrétaire général. Le texte consacre une pratique tellement générale qu'il ne peut soulever aucune objection, mais la nécessité d'un tel amendement paraît au moins douteuse.

26. Etudiant la dernière partie du projet de résolution, c'est-à-dire les paragraphes 4 et 5 du dispositif, M. Spiropoulos constate que seule cette partie du texte vise le problème des erreurs dans les opérations de vote. La solution proposée ne lui donne pas satisfaction. Tout d'abord, la rédaction proposée laisserait croire que, lorsqu'il s'agit d'élections, les résultats du vote ne sont pas définitifs. En outre, la question de la rectification des erreurs constatées reste posée. Aucune précision n'est apportée quant à la procédure de rectification, qui est le véritable problème. Il est regrettable qu'il ne soit pas possible de connaître, sur ce point, les vues de la

délégation qui a demandé l'inscription de la question à l'ordre du jour.

27. M. EL ERIAN (Egypte) félicite de son initiative le représentant de l'Australie, mais fait observer qu'en règle générale, lorsque le président annonce les résultats d'un vote, ces résultats sont définitivement acquis; néanmoins, si un membre a un doute, il lui est loisible de l'exprimer. Si le doute subsiste, le président peut inviter la commission à statuer. Il n'est peut-être pas souhaitable de conférer au président le soin exclusif de décider s'il y a erreur ou non; on risquerait d'augmenter son autorité d'une façon qui serait peu conforme à l'esprit général du règlement intérieur.

28. En tout cas, les textes proposés aux paragraphes 4 et 5 du projet de résolution, tels qu'ils viennent d'être modifiés par le représentant de l'Australie, indiquent maintenant que c'est au président qu'il appartient de juger si une erreur a été commise, mais ils n'indiquent toujours pas comment l'erreur doit être décelée.

29. M. JAMIESON (Australie) reconnaît qu'il conviendrait d'ajouter les mots "sur l'intervention d'un membre" avant les mots "le Président ne conclue", afin de préciser que les membres pourront signaler au président les erreurs possibles.

30. Se référant aux observations du représentant d'Israël, M. Jamieson propose de modifier le paragraphe 1 du dispositif en prévoyant deux textes distincts, dont l'un serait inséré dans l'article 89, et l'autre dans l'article 128 du règlement intérieur.

31. En ce qui concerne la question soulevée par le représentant de la Grèce, les mots "immédiatement après l'appel nominal" et "peuvent alors répondre", dans le texte proposé au paragraphe 1, indiquent suffisamment qu'il n'est pas question de prolonger indéfiniment le processus de vote.

32. M. Jamieson reconnaît que le projet de résolution ne traite pas de la question des mesures à prendre pour rectifier les erreurs et regrette à ce propos que la délégation française ne soit pas présente pour faire connaître ses vues sur la question.

33. En réponse à une question de M. TABIBI (Afghanistan), M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) précise que l'additif dont il est question au paragraphe 105 du rapport du Secrétaire général, et qui sera établi d'après des devis provisoires fournis par trois grandes firmes spécialisées dans les appareils de vote électrique, ne pourra être distribué que dans quelques jours.

34. M. HSU (Chine) signale que le paragraphe 1 du projet de résolution présenté par l'Australie reprend l'idée énoncée au paragraphe 101 du rapport du Secrétaire général, sans toutefois préciser que la disposition prévue a seulement pour objet de permettre aux représentants qui se seraient momentanément absentés de prendre part au vote. Il craint que ce manque de précision n'encourage une pratique qui serait préjudiciable aux travaux de l'Assemblée générale et de ses commissions; certains membres, en effet, pourraient attendre, pour répondre, d'être appelés une seconde fois.

35. En ce qui concerne les textes qui figurent aux paragraphes 4 et 5 du projet de résolution, il vaudrait mieux supprimer les mots "de calcul" et "matérielle", car l'emploi de ces qualificatifs risque de prêter à confusion. Dans de nombreux cas, les erreurs viennent de ce qu'un représentant saisit mal les conséquences d'une réponse positive ou négative, ou a des doutes quant aux instructions de sa délégation. D'autre part, il serait utile d'indiquer dans ces deux textes le délai dans lequel un membre peut signaler une erreur au président. Il est évident que dans l'esprit de l'auteur du projet de résolution la demande doit être faite immédiatement; toutefois, il vaudrait mieux que le texte soit explicite.

36. M. SEN (Inde) n'intervient que pour faire connaître son opinion sur certaines observations des représentants du Salvador et de la Chine concernant les catégories d'erreurs qui peuvent faire l'objet de rectifications. Le projet de résolution ne vise évidemment que les erreurs commises dans l'enregistrement des votes par les préposés au comptage des voix. Il ne saurait être question de rectifier les erreurs qui peuvent précéder l'acte matériel d'enregistrement des votes et l'annonce des résultats. En effet, il serait dangereux de tenir compte des erreurs de jugement que peuvent commettre les représentants.

37. M. Sen réserve la position de sa délégation au sujet du projet de résolution, qui nécessite un examen approfondi.

38. M. VALLAT (Royaume-Uni) souligne que la question nécessite une étude très minutieuse. Dès cette première séance, la discussion a montré qu'il faudra apporter de nombreuses modifications au projet de résolution dont la Commission est saisie. Beaucoup de points ne sont pas encore réglés. A titre d'exemple, M. Vallat cite la question de savoir si l'article 93 *bis* envisagé s'appliquerait au vote sur l'ensemble d'une proposition ou à chaque vote distinct.

39. Il faut se garder de créer de nouvelles sources de difficultés et peut-être serait-il utile, en raison de la complexité de la question, de constituer ultérieurement un comité qui examinerait les diverses propositions dont la Commission sera saisie.

40. M. SEN (Inde) partage sur ce point l'avis du représentant du Royaume-Uni.

41. M. SPIROPOULOS (Grèce) estime, comme le représentant de l'Inde, que la Commission ne doit s'occuper que des erreurs d'enregistrement des votes exprimés.

42. En ce qui concerne la suggestion du représentant du Royaume-Uni, M. Spiropoulos fait observer que la constitution d'un comité, qui ne serait composé que d'une partie des membres de la Commission, n'épargnerait pas nécessairement le temps de cette dernière. Il serait préférable en tout cas qu'il ne soit constitué qu'à l'issue de la discussion de fond et ne soit chargé que des détails de rédaction.

La séance est levée à 13 heures.